

*Initiatives ministérielles*

En outre, plus de la moitié de ceux qui réussissent à se rendre à l'université, qu'ils soient étudiants à temps plein, à temps partiel ou spéciaux, ne terminent pas leurs études universitaires, comme le montrent des statistiques maintes fois répétées.

Qui plus est, le niveau d'alphabétisme—soit de la capacité de lire et d'écrire—est très inquiétant. Selon un étonnant rapport de Statistique Canada paru en juillet 1992, 71 p. 100 des jeunes âgés de 16 à 24 ans ont de la difficulté à lire et à écrire. De plus, et c'est encore plus scandaleux, 56 p. 100 des jeunes de 16 à 24 ans ont de la difficulté à résoudre les problèmes de mathématique ou de calcul de la vie courante.

Voilà qui devrait alarmer tout autant le gouvernement fédéral que les provinces, car ils devraient se rendre compte que le problème est extraordinaire et qu'il exige une solution extraordinaire.

Dire que nous n'avons tout simplement pas d'argent ou que nous n'en avons pas assez pour en dépenser dans le secteur de l'éducation, c'est de la folie pure. Nous ne pouvons pas resserrer ces dépenses. Nous ne pouvons pas considérer l'argent consacré au secteur de l'éducation comme étant une dépense, c'est un investissement! La seule façon de faire de l'argent, c'est d'investir.

Peut-on faire mieux que d'investir dans l'avenir du Canada, dans les jeunes Canadiens? Il ne faut pas être un génie pour comprendre les analyses réalisées par Emploi et Immigration, par Statistique Canada ou par des analyses indépendants partout au pays. On nous dit que, d'ici l'an 2000, il viendra un temps où, à moins d'avoir un diplôme d'études secondaires, un Canadien n'aura aucune chance de dénicher un emploi bien rémunéré.

Qu'à cela ne tienne, on ne trouvera même pas d'emploi. Donc, d'ici l'an 2000, il sera beaucoup plus difficile à quelqu'un de trouver un emploi s'il ne possède pas un diplôme d'études secondaires. Nous devons prioritairement faire en sorte que chaque personne, surtout chaque jeune, qui veut étudier puisse s'inscrire dans un établissement.

C'est que la situation sera deux fois plus difficile. D'une part, la population diminue. Il y a un déclin de la population canadienne et non une hausse. D'ici l'an 2010 ou 2020, notre population se composera en grande partie de gens plus âgés, soit de 55 ans et plus, et il y aura moins de jeunes de 16 à 24 ans.

En d'autres termes, nous allons constater qu'une pression plus forte s'exercera sur les travailleurs pour qu'ils fournissent les ressources et l'assistance nécessaires au maintien de nos programmes sociaux et à la vie de ceux qui ne travailleront plus.

Statistique Canada a même indiqué que, d'ici l'an 2000, notre population ne comptera plus que 1,1 million de jeunes de 16 à 19 ans. Cette simple prévision nous incite fortement, en tant que gouvernement et que société, à prendre toutes les mesures possibles pour faire en sorte que des jeunes reçoivent l'éducation dont ils ont besoin pour pouvoir, d'ici l'an 2000 et par la suite, alimenter tous les merveilleux programmes sociaux que nous avons mis en place.

Non seulement cela, ces mêmes étudiants, ces mêmes jeunes seront appelés à rembourser la dette que nous avons déjà contractée et que continuent de contracter le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et, dans une large mesure, les administrations municipales. Ces étudiants ressentent cette pression et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour les aider.

Voilà pourquoi mes collègues du Parti libéral et moi insistons depuis quatre ans pour que la politique du gouvernement et toutes les mesures qu'il prend soient axées sur les jeunes, l'économie, la création d'emplois et tout ce qui est nécessaire pour aider les jeunes, les étudiants et les travailleurs à continuer de payer pour tous ces merveilleux services offerts à la population.

Nous ne pouvons plus faire le genre de choses que nous faisons autrefois. Nous devons faire les choses différemment, car nous entrons dans un régime de libre-échange nord-américain. Nous venons de connaître le libre-échange avec les États-Unis.

Nous avons appris qu'à moins de nous adapter rapidement aux changements technologiques et à la nouvelle ère de la technologie à base d'informatique, nous ne pouvons soutenir la concurrence. Peu importe ce que font nos voisins du Mexique, des États-Unis ou d'Asie, nous ne pouvons soutenir la concurrence nulle part à moins de prendre ce virage radical et de donner la priorité à l'éducation.

Voilà pourquoi nous avons souvent exhorté le gouvernement à s'engager dans un plan national stratégique et concret qui s'attaque aux questions de l'éducation et de l'alphabétisation.